Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Syrie : l'incroyable aveu de Laurent Fabius

Par Pierre Lévy
Mondialisation.ca, 14 juillet 2012
Marianne.fr 11 juillet 2012

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Analyses: Le «Printemps arabe», SYRIE

Selon les déclarations du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, les grandes puissances préparent déjà l'après El Assad. Elles ont même réfléchie à trouver un successeur au président syrien, au mépris de la souveraineté du peuple. Pierre Levy «se frotte les yeux».

Chaussures, bagages et valises de luxe. Voilà quelques-uns des articles que les Vingt-sept ont placés sous embargo à travers la énième vague de sanctions contre Damas. On aurait presque envie d'en rire (on avait en effet cru comprendre que les dirigeants européens souhaitaient la fuite du président syrien) si la situation n'était si tragique. Cette énumération surréaliste (figurent également cigares, caviar, eau de vie et bijoux…) illustre l'insondable suffisance qui domine à Bruxelles, où l'on semble considérer Bachar el-Assad comme une marionnette s'accrochant au pouvoir pour le plaisir de «massacrer son propre peuple» entre deux orgies.

En tout cas, on peut être rassuré sur un point : la propagande de guerre n'a rien perdu de son allant. Ainsi la BBC (modèle de rigueur journalistique, dit-on) a-t-elle mis à la une de son site la photo d'un massacre syrien… prise quelques années plus tôt en Irak. Quant à la tuerie d'Houla – des familles entières achevées à l'arme blanche – qui a été présentée comme un «tournant dans l'horreur», ses auteurs ne semblent pas être les affidés du président, mais bien ses adversaires armés ; c'est en tout cas ce qu'indiquent les indices et témoignages recueillis par un reporter chevronné, et publiés dans le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung , qui ne passe pas pour être un suppôt du président Assad.

Le régime de ce dernier serait-il alors blanc comme neige ? Certes non. Mais cela est l'affaire du peuple syrien, qui semble loin d'être majoritairement acquis à l'opposition. En réalité, les souffrances de celui-ci sont bien la dernière des préoccupations des chancelleries : celles-ci tentent de déstabiliser la Syrie afin d'affaiblir l'Iran, contre qui l'étranglement économique vient de monter d'un cran. Pour l'heure, une intervention armée directe n'est pas à l'ordre du jour : Moscou et Pékin semblent cette fois décidés à garantir le principe de non-ingérence, seul fondement d'un ordre international qui ne soit pas la loi du plus fort. Et quand bien même ce verrou sauterait, il n'est pas certain qu'une invasion soit envisagée avec enthousiasme par les alliés atlantiques, tant le terrain est miné. Ce qui n'empêche nullement les livraisons d'armes occidentales, ainsi que la présence de forces spéciales (notamment sous couvert qatari et saoudien) aidant les rebelles armés, qui multiplient les attentats.

«Un pouvoir doit avoir un successeur»

Le ministre français des Affaires étrangères assume un soutien officiel à la rébellion, confirmant en la matière la parfaite continuité entre les deux locataires successifs de l'Elysée. Mais Laurent Fabius ne s'en tient pas là. Appelant à ce que «le tyran (soit) dégagé au plus tôt», il a précisé au micro de France Inter : «un pouvoir doit avoir un successeur ; donc il y a des discussions très précises et très difficiles». On se frotte les yeux : pour la première fois ouvertement, un responsable avoue que les grandes puissances entendent non seulement abattre un régime, mais choisir qui le remplacera. Le plus extraordinaire est qu'une telle déclaration soit passée quasiment inaperçue, comme s'il s'agissait d'une chose finalement très naturelle.

Après tout, n'étaient-ce pas déjà Bruxelles, Berlin et Paris qui avaient organisé la mise à pied de l'Italien Berlusconi et du Grec Papandréou, puis nommément introduit leurs successeurs ? Plus discrètement, un double règlement européen (baptisé «pack de deux») est actuellement en discussion entre le Conseil et le parlement européens, qui permettrait de placer directement sous tutelle (et sans son aval) un pays qui se montrerait incapable d'«assainir» suffisamment ses finances publiques. La banalisation, en quelque sorte, de l'expropriation politique que subissent Grecs, Portugais et Irlandais.

La raison d'être des empires a toujours été d'imposer leurs choix. En cette ère postmoderne, les armes, selon les circonstances, sont celles des services spéciaux ou de l'Otan ; ou bien de la BCE, de la Commission et du FMI.

On n'en a décidément pas fini avec les derniers des Troïkans.

Pierre Lévy

Pierre Lévy : Rédacteur en chef de Bastille-République-Nations, mensuel progressiste radicalement eurocritique.

La source originale de cet article est Marianne.fr
Copyright © Pierre Lévy, Marianne.fr, 2012

Articles Par : Pierre Lévy

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca